

Affaires courantes

allons leur rendre les choses encore plus difficiles en doublant le montant des frais qu'ils doivent payer simplement pour demander l'autorisation de venir au Canada en visite ou comme immigrant reçu.

Je pourrais continuer encore longtemps. Si le ministre croit que les Canadiens se laisseront duper par ce baratin qu'il leur a servi aujourd'hui à la Chambre des communes, et qui est une insulte à leur intelligence, pour essayer de leur faire avaler que le gouvernement coupe dans les dépenses tout en les assommant avec une taxe sur les produits et services, s'il croit que ce tour de passe-passe va lui permettre de faire accepter plus facilement sa taxe sur les produits et services, qu'il se détrompe.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE**COMITÉ DE SÉLECTION — VINGT-SEPTIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT**

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le vingt-septième rapport du comité de sélection.

Si la Chambre y consent, j'ai l'intention d'en proposer l'adoption plus tard aujourd'hui.

[*Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.*]

* * *

LA LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES**MESURE MODIFICATIVE**

L'hon. Tom Hockin (au nom du ministre de l'Expansion industrielle régionale, ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, et ministre suppléant des Consommateurs et des Sociétés) demande à présenter le projet de loi C-56, Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Le président suppléant (M. Paproski): La Chambre permet-elle au ministre de présenter le projet de loi?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE**COMITÉ DE SÉLECTION — ADOPTION DU VINGT-SEPTIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT**

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais maintenant proposer l'adoption du vingt-septième rapport du comité de sélection présenté plus tôt aujourd'hui.

(La motion est adoptée.)

* * *

PÉTITIONS**LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre la parole à la Chambre en vertu de l'article 36 du Règlement pour présenter des pétitions venant de nombreux habitants de ma circonscription de Nepean qui s'opposent à l'établissement d'une taxe sur les produits et services.

Ces pétitionnaires sont de toutes conditions sociales et sont pourtant unanimes: «Ne mettez pas la TPS en application», disent-ils, et ils demandent au Parlement de rejeter ce projet de taxe.

L'IMMIGRATION

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter une motion au nom de citoyens canadiens qui demandent à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration ainsi qu'au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social de revoir les normes médicales auxquelles doivent satisfaire les personnes qui désirent être admises au Canada, afin que ces normes soient conformes à la Charte canadienne des droits et liberté et qu'elles respectent les droits de la personne ainsi que la dignité des personnes handicapées.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de vous présenter 96 pétitions qui, pour en faciliter l'examen, ont été regroupées en neuf pétitions principales. Mais j'ai ici 96 pétitions qui comptent au total 3 900 signatures d'habitants de la région d'Okanagan—Shuswap, en Colombie-Britannique.

• (1250)

Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'abandonner le projet de taxe sur les produits et services de tenir des consultations avec le milieu des affaires, les syndicats et les groupes de consommateurs en vue de parvenir à un consensus sur les réformes devant être